

Irribat

Journée HEMEN :
le 10 novembre

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
8 novembre 2007
N° 2002
1,22 €

LURRAMA 2007 : Adhésion populaire à Laborantza Ganbara

ISSN 0294-4596



917702941459006



«Penser global, agir local»

QUELLE réussite! Le salon agricole Lurrama qui s'est tenu à Bayonne les 2, 3 et 4 novembre peut, en tous points, être considéré comme un véritable succès: affluence record d'un public curieux et intéressé, engagement sans faille de centaines de militants de l'alter-agriculture, ambiance chaleureuse autour du repas des chefs, chants, danses, rien ne manquait à l'appel!

Au-delà du message diffusé par Laborantza Ganbara, l'intérêt porté par les urbains au monde des campagnes doit amener les abertzale à réfléchir sur la vision qu'ils ont d'Iparralde et sur le sens de leur action dans la société. En effet, depuis des décennies maintenant, le fossé entre l'intérieur et la côte ne cesse de se creuser, et le phénomène semble s'accélérer ces dernières années. La majorité de la population (150 à 190.000 personnes dont 130.000 sur le seul BAB), l'emploi et les services se concentrent sur un littoral toujours plus attractif, engendrant à l'intérieur des terres, un début de désertification dans les zones les plus reculées ou à l'inverse, une transformation en banlieue-dortoir de la partie la moins éloignée. Cette dichotomie côte/intérieur est une réalité trop souvent considérée comme inéluctable par la population d'Iparralde, et elle a malheureusement fait son chemin dans de nombreux esprits abertzale.

Or, c'est précisément à ce niveau que la réflexion doit être approfondie, en prenant peut être pour credo le slogan alter mondialiste «penser global, agir local». «Penser Euskal Herria, agir Iparralde» doit absolument devenir le moteur de l'engagement de tous les abertzale ici. Les problèmes sont, certes, différents dans les deux zones considérées et les abertzale n'y ont pas le même écho, mais si l'on y regarde de plus près, les défis auxquels nous sommes confrontés sont les

mêmes partout: convaincre du bien fondé de nos idées et obtenir une reconnaissance véritable pour ce territoire, dans le respect de son identité, des différentes composantes de sa société et de son environnement naturel.

C'est donc bien au-delà de l'idée de solidarité entre côte et intérieur qu'il nous faut aller, puisqu'il est question d'agir dans tout Iparralde. Des notions telles que interdépendance entre ville et campagne, complémentarité, connaissance et respect mutuels, équilibre de développement, doivent se retrouver au cœur de nos préoccupations.

Une nouvelle fois, ELB et Laborantza Ganbara nous montrent la voie à suivre: en plantant leur tente en plein centre-ville pendant trois journées entières, ils cassent délibérément les tendances évoquées précédemment, font travailler ensemble des militants de tous horizons et favorisent le mélange et les échanges entre les habitants des deux zones. Les citoyens, qui de plus en plus, tournent le dos à la campagne environnante, redécouvrent tout un monde, bien souvent, celui de leurs ancêtres. Les ruraux, dont le quotidien les contraint à une dépendance vis-à-vis du milieu urbain, se retrouvent en position de force, présentant leur travail, expliquant leurs modes de vie et l'importance de leurs choix de production pour l'ensemble de la société.

Bien plus qu'un simple salon agricole, Lurrama est donc à considérer comme une fête, celle des retrouvailles entre deux entités qui se côtoient sans se connaître véritablement...

Une question se pose maintenant: pourquoi ne pas envisager un événement à la philosophie similaire où l'on installerait la Ville au cœur des villages de Basse-Navarre ou de Soule, où les ruraux auraient la possibilité de faire connaissance avec un monde urbain que bien souvent, ils craignent, méprisent ou caricaturent...

Berezituak geroa badu

EUSKAL Herriko geografiari egokitzen den laborantzak, animaleak eta ingurumena errespetatzen dituen laborantzak eta ber denboran, laboraria bera eta kontsumitzailearen osasuna eta izaitea kontuan hartzen dituen laborantzak geroa badu.

Horrelako ateraldi «sobera ederrekin» eszeptikoak direnek ere Lurrama 2007an ikusi dute laborantza iraunkorra eta berezituak posible dela eta untsasko ari dela hemen gaindi!

Joan den aste buruan, Lurraman izan diren 35.000 bisitekin hori senditu dute dohaikabe! Eta bestalde, ekitaldia aintzin hori argi zuten 700 inguru laguntzaileek oraino sakonkiago barnatu dute uste sendo hori ekitaldian zehar.

Aitortu behar baita zinez berri ona dela (eta denentzat!) Lurramaren arrakastaren berritzea! Bereziki duela kasik 3 urte laborantza iraunkorra iparralde huntan gero eta gehiago errotzeko egin ahalak egiten dituen Laborantza Ganbararentzat.

Aurten ere laborantza iraunkorraren aldeko mezuak eta Iparraldeari, edo munduko xoko honi, egokituak diren ekoizpen berezituaren garrantziak ezagutzeko parada ez ohizkoa ukan dugu. Hara nola bigarren aldikotz arrakasta pollita ukan duen sukaldari eta deserta egile famatuen baz-

karian edo «Azoka mizkinan».

Biziki interesantea izan da sukaldari eta deserta egileen lekukotasunak irakurtzean ohartzera Laborantza Ganbararen mezuarekin bat zetozela. Horrek untsa azpimarratzen du EHLGren mezua iparraldeko jendartearen interesarekin bat datorrela. Halabaina, sukaldeetako «Chef» guziek molde batez edo bestez azpimarratzen zuten laborantza iraunkorraren eta berezituaren garrantzia, ekoizpen biologikoen premia, laborari eta kontsumitzaileen (eta beraz sukaldarien) arteko harreman hurbil bezain hestuen inportantzia, etab. Hori guzia lurraren, ekoizpenen eta ororen buru jakien edo gustuaren kalitatearen segurtatzeko.

Noski, eszeptiko izanez pentsatzen ahal dugu kalitate kontu eta ardura horiek «egiazko bizian» fite ahanzten direla kantitate eta kopuru ixorioekin... Hor ere Lurramak aurreiritzi ezezkorren gaitzetezko parada ona eskaini du. Sukaldari ospetsu eta laborari edo arrantzaleen arteko harreman berri eta interesante batzu sortuz aurten ere. 700 pertsonen bazkaldu dute plazer haundiarekin iparraldeko laborarien ekoizkin berezituarekin!

Azkenik, 3 egunez kasik 9.000 haurrek parada ukan dute nez berezitasun guzi horien ikusteko, jastatzeko eta preziatzeko... ez da dudarik berezituak geroa duela!

CETTE SEMAINE
TARTARO
s'est étonné



... que Sarko soit allé au Tchad pour récupérer les trois journalistes français et les quatre hôtes de l'air espagnoles. Super Sarko se lancera-t-il jusqu'au cœur de l'Amazonie colombienne pour libérer Ingrid Bétancourt? Il est vrai qu'il a plus d'une corde à son FARC!

... que Nicolas Sarkozy augmente son salaire mensuel de Président de la République de 172%, passant de 7.080 euros net à 19.300 euros. Travailler plus pour gagner énormément plus. Pendant la campagne présidentielle Sarko avait dit qu'il augmenterait le pouvoir d'achat, le sien visiblement! Au moins une promesse tenue!

... pas tant que ça, du montant du salaire annuel de Dominique Strauss-Kahn comme nouveau Directeur du Fonds Monétaire International: 420.930 dollars auxquels viennent s'ajouter 75.350 dollars de prime, le tout net d'impôt! Charité bien ordonnée commence par soi-même...

... et réjoui que le secrétaire d'Etat américain à la Défense précise que la simulation de noyade comme méthode d'interrogatoire «n'est pas une technique autorisée». Réaction des hôtes de Guantanamo: OK, ça baigne!

... que J-J. Lasserre ait annoncé la suppression du projet de transnavarraise, suite au désengagement de l'Etat. Le projet, abandonné en Iparralde, est toujours porté par le gouvernement navarrais. Ce sera donc une route à Sanz unique!

... qu'Arnaud Portier, directeur de l'EPFL (Etablissement Public Foncier Local) déclare devant les élus du Biltzar du Pays Basque: «Il est regrettable que dans la majorité des cas, ce sont les opérateurs privés qui viennent voir les élus et non les élus qui cadrent les projets». Nos élus seraient-ils les seuls opérateurs privés d'idées?

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190.

Bizileku bat denenzat

LA maison individuelle est le mode privilégié de logement.

Cet attrait pour la maison individuelle, très grande consommatrice de foncier, ajouté au pouvoir d'achat élevé de certains habitants entraîne une raréfaction du foncier et donc une augmentation soutenue des prix.

Les entreprises artisanales, commerciales, industrielles ou agricoles, sont soumises à la même problématique. Elles sont confrontées à des problèmes d'installation, de développement, de transmission. Le toit est l'un des besoins primaires de survie.

L'augmentation effrénée des prix de l'immobilier rend difficile l'accès au logement à une part de plus en plus large de la société.

D'autre part, le droit coutumier basque, au travers de l'ETXE, raisonnait en terme d'usage (droit d'habitation) et non en terme de propriété. Ainsi, les générations se succédaient sur une ferme. Aujourd'hui, le Code civil a remplacé le droit coutumier.

Etxalde, propriétaire, souhaite garantir la disponibilité d'un toit pour les générations futures en Pays Basque.

Pour les soustraire à la frénésie du marché immobilier, Etxalde achète des biens et les met exclusivement en location. Le produit des locations permet de réaliser l'équilibre financier de

Jean-Louis Salaberry

l'opération. Etxalde met ses logements sur le marché sur le long terme avec des évolutions de loyer très faible dès lors que le prêt est remboursé. Etxalde n'ayant ni succession à régler, ni vocation lucrative, les locataires ne courent pas le risque de voir leur immeuble vendu pour payer les droits, ou pour réaliser une plus value... Ainsi les locataires peuvent envisager un avenir locatif plus serein. Nous sommes, chacun pour partie, détenteurs des solutions nécessaires au développement harmonieux de notre pays. Chacun trouvera une place

dans la démarche Etxalde: soit en faisant un don, à la mesure de ses moyens: une fois, tous les mois, une fois par an, tous les ans... 20, 30, 40, 50 euros...; soit en adhérant, grâce à un apport de 500 euros, unique ou échelonné sur 4 ans. Pour réussir, nous devons en parallèle réunir des compétences en communication, en finances, en gestion d'immeubles, en entretien de la construction, en architecture, etc. Vous vous sentez convaincu, solidaire? Apportez votre pierre! Soutenez financièrement notre action! Partagez vos connaissances, vos informations! Etxalde, Haltsuko bidea, 64480 Larresoro - 06 06 23 16 45 30 - www.etxalde.org - contact@etxalde.org



La maison individuelle consomme beaucoup de foncier

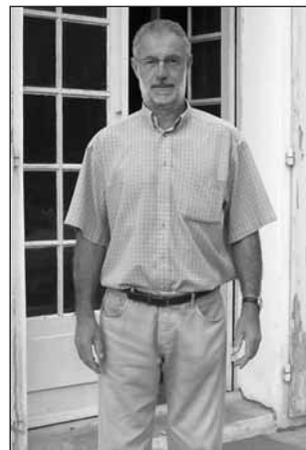
Suppression du projet de transnavarraise

Le conseiller général J-M. Galant réagit

LE président du Conseil général vient de déclarer qu'il mettrait un terme définitif au projet de la transnavarraise.

L'opposition massive à ce projet d'aménagement a donc fait reculer une nouvelle fois le président qui a pris seul la décision sans en référer aux conseillers généraux. Une fois de plus le débat au sein de l'Assemblée départementale sur un sujet aussi préoccupant aura été court-circuité.

Si la transnavarraise n'est plus d'actualité, les besoins d'aménagement de voirie en Basse-Navarre sont nombreux. La nouvelle situation permettra de les aborder. Je pense notamment à certains contournements de bourgs, totalement pollués par



Jean-Michel Galant

l'idée d'un grand axe, tel le contournement de Saint Jean Pied de Port. Une étude appro-

fondie du trafic serait de nature à permettre de trouver le tracé répondant au mieux au besoin réel de circulation.

Concernant les liaisons avec la Navarre, je persiste à croire qu'une amélioration des voies existantes par Izpegi mais également par le Col d'Urkiola (Les Aldudes) nous serait plus profitable qu'une seule grande liaison. Le travail entamé aux Aldudes doit être poursuivi.

Jean-Michel Galant
Azkarateko auzapeza /
Maire d'Ascarat
Baigorriko Kontseilari Nagusia
(AB) / Conseil général
de Baigorri (AB)



Nouveau succès de Lurrarama

Près de 35.000 visites ont été enregistrées lors des trois journées de Lurrarama 2007, le Salon de l'Agriculture paysanne et durable à Bayonne.

Cet exploit est d'autant plus remarquable que la première édition en 2006 avait été fréquentée par 31.000 personnes (en quatre jours et sans l'entrée payante de cette année!).

Le succès de Lurrarama confirme à sa façon qu'Euskal Herriko Laborantza Ganbara a fait le bon choix il y a près de trois ans. Le choix de travailler pour l'agriculture et pour tous les paysans du Pays Basque via des services de proximité et le développement de l'agriculture durable et responsable.

Enbata donne la parole à cinq personnalités présentes à Lurrarama.

Deux questions à

... Jean René Etchegaray, adjoint au maire de Bayonne

ENBATA: Vous représentez la ville de Bayonne à l'inauguration de cette deuxième édition de Lurrarama. Quel est votre sentiment à l'entame de cet événement majeur de la vie bayonnaise?

Jean-René Etchegaray: Cette deuxième édition se déroule dans des conditions nouvelles. Le succès de l'année dernière nous a conduit à déplacer Lurrarama sur un autre site. Nous sommes cette année sur le mail Xaho-Pelletier qui s'étend sur 6.000 m² où le festival de Jazz a déjà démontré que c'est un endroit que le public apprécie. Le site de Lauga initialement envisagé a été abandonné pour des raisons de sécurité en raison du match de rugby Aviron-Dax de samedi soir. C'est finalement une bonne chose car les accès ici sont plus faciles, l'ensemble des stands s'y intègre plus aisément assurant davantage de fluidité.

La ville de Bayonne se réjouit de cette deuxième édition. Elle montre à quel point le lien entre l'intérieur du Pays

Basque et la côte est nécessaire. Je remercie l'association Lurrarama et Laborantza Ganbara pour cette initiative et tous ceux qui portent cette idée et permettent sa mise en œuvre.

Enb.: Laborantza Ganbara qui porte Lurrarama milite pour la création d'une Chambre d'agriculture du Pays Basque justifiée par la nécessaire reconnaissance territoriale de ce pays et la spécificité de l'agriculture basque. Quel est la position de la municipalité que vous représentez ici?

J-R. E.: La position que je peux prendre en tant qu'élu est connue de tous: je suis favorable à la création d'une Chambre d'agriculture au Pays Basque. En revanche je ne peux pas prendre position au nom de la municipalité. Cette question n'a jamais été abordée au niveau du conseil municipal. Sur ce sujet il y a débat et même division à l'intérieur de tous les partis politiques. On est obligé d'en tenir



Jean-René Etchegaray

compte pour maintenir l'unité au sein du conseil municipal. Il n'empêche qu'à titre personnel je continue à militer pour la création de cette chambre d'agriculture.

... à Max Brisson, vice-président du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques

ENBATA: Vous venez de terminer la visite inaugurale de la deuxième édition de Lurrarama. Comment voyez-vous l'événement de cette année après celui de 2006 qui fut le résultat d'un pari plus qu'osé?

Max Brisson: C'est un pari réussi. Il fallait que l'agriculture du Pays basque vienne démontrer au cœur de la ville de Bayonne sa vivacité, sa dynamique. Lurrarama est aussi le rendez-vous de la ténacité, car il fallait beaucoup de ténacité aux organisateurs de Lurrarama pour surmonter les obstacles dressés ici ou là. J'étais donc très heureux d'être avec les

organisateurs pour l'inauguration de cet événement convivial et témoin, je le répète, de la dynamique de l'agriculture en Pays Basque.

Enb.: La présence du vice-président du Conseil général ici aujourd'hui vaut-elle caution pour la revendication d'une Chambre d'agriculture du Pays Basque portée par Laborantza Ganbara et le syndicat ELB qui sont à l'origine de Lurrarama?

M. B.: Le Pays Basque est fait de diversité. Il faut reconnaître l'existence de ce que représente Lurrarama en termes de filière économique dynamique s'inscrivant

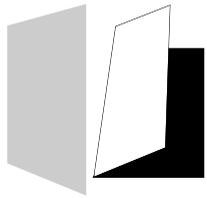


Max Brisson

dans une logique de développement durable. Pour le reste, le débat existe sur le juste moyen de représenter la réalité d'une dynamique de l'agriculture du Pays Basque. En tant qu'élu, je n'avais aucun état d'âme ce matin à être présent à Lurrarama. Et en tant que président de l'Office public de la langue basque, je me plais à souligner la qualité de la présence de la langue basque dans une manifestation populaire de cette importance.



Transhumance et pottok, pour la plus grande joie des petits et des grands



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Alda!

gogoeta, eztabaida eta formakuntza tresna

2007ko azaroaren 8a

TXETX ETCHEVERRY (txetx@wanadoo.fr)

Lurrama 2007, et maintenant ?



Entrée de Lurrama, salon pour une agriculture durable et paysanne en Pays Basque (vue du site au Quai Chaho, novembre 2007)

Le succès incontestable et renouvelé de l'édition 2007 de *Lurrama-La Ferme Pays Basque* vient interpellier avec force l'Etat sur ses rapports avec Laborantza Ganbara.

L'affluence massive du public et surtout la satisfaction et l'adhésion heureuse que l'on pouvait voir briller dans tous les regards, la capacité à mobiliser de manière intense plus de 700 bénévoles pendant trois jours d'affilée, la participation enthousiaste d'associations les plus diverses (environnementalistes, culturelles, gastronomique, sportives...) et d'élus de tous bords, le soutien affiché d'instances institutionnelles les plus variées à ce salon conçu, lancé et organisé par Labo-

rantza Ganbara souligne en effet d'autant plus le caractère aberrant de la volonté de l'Etat de détruire cette structure.

▼
"Lurrama 2007-aren arrakasta
berritu eta ezin ukatuak
Estatuak Laborantza Ganbararekin
dituen harremanak azkarki galdezkatzen ditu"

Parler de volonté de détruire ne relève aucunement du procès d'intention mais du simple constat des déclarations et des

faits : la fameuse lettre du préfet aux maires du Pays Basque de janvier 2005, la poursuite trois années de suite devant le tribunal administratif des communes ayant voté des subventions à Laborantza Ganbara, la plainte du préfet au pénal contre Laborantza Ganbara dans le but d'obtenir son illégalisation, le blocage de tous les financements pour lesquels l'Etat a un droit de regard, la tentative avortée de pénaliser les donateurs privés, les interventions et pressions pour empêcher la tenue de l'édition 2006 de Lurrama etc. ne sont que quelques exemples de la longue série d'agressions frontales auxquelles se livrent les pouvoirs publics à l'encontre de Laborantza Ganbara.



En exposant au grand jour le contenu concret de son projet et de son travail quotidien par le biais de ce salon ample-

ment visité et commenté par la population, les médias et les élus, Laborantza Ganbara a réussi à poser publiquement la question : *qu'y-a-t-il dans notre démarche qui justifie un tel traitement ?*

N'est il pas absurde de faire subir à une démarche exemplaire transparente, constructive, ouverte, pacifique, démocratique, en phase avec tous les objectifs déclarés du Grenelle de l'environnement et de la démocratie participative, le sort habituellement réservé aux associations soupçonnées d'implications maffieuses, de couverture d'activités terroristes, intégristes, racistes? N'y a-t-il pas là une dérive choquante ? Comment comprendre ce décalage saisissant entre cette attitude infligée à Laborantza Ganbara, et les adhésions publiques que manifestent des gens tout à fait respectables et porteurs d'autant voire plus de légitimité démocratique que les préfets de passages, telle ce "vive Laborantza Ganbara" qui concluait le discours de la vice-présidente du Conseil régional d'Aquitaine ?

D'autres attitudes sont possibles

Oui, la réussite encore plus flagrante de l'édition 2007 vient marteler que d'autres attitudes de l'Etat face à Laborantza Ganbara sont possibles, et souhaitables au plus vite.

La première consiste bien évidemment à laisser Laborantza Ganbara travailler en paix : arrêter les poursuites contre les mairies qui décident de la subventionner, cesser les interventions pour bloquer les financements divers à Laborantza Ganbara ou à ses activités, retirer la plainte au pénal déposée par le Préfet (qui sert de prétexte au blocage de divers dossiers... en attendant la décision du tribunal qui ne vient jamais puisque la plainte n'est pas traitée depuis maintenant deux ans), cesser les pressions systématiques et intimidations auprès des divers interlocuteurs de Laborantza Ganbara...

De quoi l'Etat a-t-il peur ? Qu'une association qui ne lui coûte pas un centime, qui est gérée de manière exemplaire transparente par un Conseil d'Administration regroupant des représentants du monde paysan, des associations de consommateur agricole, la beauté et la vitalité

de ses campagnes, la gestion des intérêts communs au monde paysan et au reste de la population locale (qualité de l'eau, respect de l'environnement, qualité des aliments et multiplication des circuits courts de distribution, échanges divers...), auraient évidemment tout à y gagner. Cela ne coûterait rien de plus à l'Etat, car l'exemple concret de Laborantza Ganbara est aussi là pour prouver qu'une gestion de proximité et plus adaptée aux besoins du terrain arriverait à plus de résultats avec proportionnellement moins de personnel et de budget.

de ses campagnes, la gestion des intérêts communs au monde paysan et au reste de la population locale (qualité de l'eau, respect de l'environnement, qualité des aliments et multiplication des circuits courts de distribution, échanges divers...), auraient évidemment tout à y gagner. Cela ne coûterait rien de plus à l'Etat, car l'exemple concret de Laborantza Ganbara est aussi là pour prouver qu'une gestion de proximité et plus adaptée aux besoins du terrain arriverait à plus de résultats avec proportionnellement moins de personnel et de budget.

Last but not least, l'Etat ferait là la démonstration -toujours à coût financier nul et sans prendre de risque politique- que les choses peuvent bouger et avancer en Pays Basque sans passer par la case violence et clandestinité, et que le nouveau gouvernement est dans une logique d'innovation et d'adaptation tenant compte du terrain et des expérimentations qui ont fait leurs preuves. Il montrerait qu'il peut permettre au fabuleux potentiel militant existant en Pays Basque de s'exprimer dans une logique de construction, de collaboration et de gestion, et qu'il n'est pas condamné à être enfermé dans une voie d'affrontement et de répression. Une telle gestion de ce dossier verrait son impact largement déborder sur d'autres terrains et permettrait sans doute d'envisager bien des choses différemment dans ce pays.

▼

"2007ko arrakastak oraino aldarrikatzen du Estatuak beste jokamolde bat behar duela hartu eta hartzen ahal duela Laborantza Ganbarekiko!"

Une seconde attitude encore plus appropriée consisterait tout simplement à créer cette fameuse chambre d'agriculture spécifique du Pays Basque qui est la revendication portée par Laborantza Ganbara. Quand on voit la qualité et l'impact du travail réalisé par Laborantza Ganbara, ses 400 000 euros de budget annuel et ses onze salariés, on imagine facilement tout l'intérêt qu'aurait le Pays Basque à être doté d'une telle chambre spécifique. Les 7000 emplois équivalent temps plein qu'y représente son secteur agricole, la beauté et la vitalité



Rassemblement festif en faveur de Laborantza Ganbara le 17 mars 2007

Lurramazale baten harridurak

Samatsa

Joan den asteburuan, Lurrama saloinatik pasatu diren 35000 bisitarien artean, ainitzek zuten lehen aldikotz euskal munduan oina punta bat sartzen, eta zinez, abentura ezin miresgarria izan da.

Xaho gunean sartu aintzin jadanik, ze harridura !! Seinalepanoak ez ziren denak frantsesez idatziak, beste hizkuntza bat atzemaiten zen, dudarik gabe Mugerre edo Hiriburu herrien ondotik kokatzen den Euskal Herria deitu eskualdearen hizkuntza!!

Pentsatzen ahal zen beste laborari saloin batzuen kasuan ikusten den bezala, "local" edo "régional" egiteko zela.

Estonagarrio zen entzutea ere delako hizkuntz bitxi hura sartzen zelarik gunean, eta hizlariak ez ziren 80 urteko bonetadun batzu bainan ere gazte eta haur andana bat!!

Euskal mundu horrek ez zituen bere sorpresak hortan mugatzen; sartu orduko, euroak ere ez ziren erabiltzen. Lurramako laguntzaile batek esplikatuta gero, bisitariak ulertzen zuen Euskal Herria Europar Batasunean kokatzen dela beti eta erabili behar ziren txartelak bakarrik gauzak erresteko erabiliak zirela. Ulertu behar zen edariak eta taloak (edo... les crêpes basques) erosten zirela txartel horiek erabiliz; laguntzaile bezala, irringarria zen ikustea batzuen joan-jinak txartelen oihaltxearen eta ostatuaren artean. Txartel bat erosi kafearentzat, berantago beste hiru ogitarteko batentzat eta ondotik azken bi garagardo batentzat. Holako oharrak entzuten ziren ; *"t'as vu, c'est comme à la fête basque de Saint-Pée !!"*.

Eta bai, eta ez zen fini !! Berantago, abereen tokia bisitatzen zutelarik, kasik desengainatuak ziren, hor ziren laborariak normalki bezituak ziren, zapi gorriak ez, zintura gorriak ez; alta, entzuna zuten saloin euskaldun bat zela!!

Itzulia bukatzen zuten oihaltxe handietan atzemaiten ziren esperientziak, ofizioak eta mozkinak ezagutuz eta hor parada ezin hobea zuten euskal laborantza aurrekoia, idekia eta Amalurra errespetatzen duena ikusteko eta hortan kokatzen zen beren azken harridura: kasik ahalgetuak ziren ikustea zonbat jakingabeak izan ziren orain arte; ainitzek erabaki dute barnekaldean diren etxaldeetan joatea; aldiz azken duda batekin, frantses pasaportea aski da hango mugak pasatzeko?

□

JENOFA DE LOPÉTÉGUY

Lutter contre l'injustice

En étant cohérent avec soi-même

et en faisant des choix assumables par le plus grand nombre



Je travaille depuis près de 25 ans dans la grande distribution. Au début des années 80 j'ai pu mettre en pratique, à ma façon, dans le milieu professionnel des priorités abertzale comme l'euskaldunisation.

A l'époque cela s'est passé très naturellement. Travaillant à l'accueil du supermarché, j'étais en contact permanent avec les clients. Comme une partie de la clientèle était bascophone je suis allée chercher des collègues bascophones afin que les services puissent aussi être offerts en euskara. Cela m'a demandé un effort pédagogique considérable car l'usage du basque au niveau professionnel était dévalorisé... et parfois par les bascophones eux-mêmes !

De mon côté, je me suis mise à passer tous les messages d'ouverture et de fermeture du magasin en français et en euskara.

Motivée par ces premières expériences concrètes j'ai poursuivi ce travail de conscientisation jusqu'à ce que l'employeur accepte de mettre en place des cours d'AEK au sein de l'entreprise.

Au même moment, voulant lutter contre l'injustice, d'une façon plus générale, je m'impliquais dans la défense des droits des salarié(e)s.

Dans ces années-là, cela voulait dire lutter contre le temps partiel non choisi, pour le simple respect du code du travail et de la convention collective.

Dans la distribution cela signifiait lutter contre la dévalorisation de la femme.

C'est ainsi qu'en 1983, j'ai été élue déléguée du personnel sans étiquette car il n'y avait pas de syndicat dans l'entreprise.

Assez vite j'ai remarqué que le fait d'être sans étiquette me rendait plus vulnérable auprès de la direction. Je n'avais pas l'encadrement et la formation continue nécessaires pour défendre et suivre les différents dossiers.

Pour pouvoir être efficace tant sur le front abertzale que social en milieu de travail, j'avais aussi participé à un groupe de réflexion (EHLE) visant à créer un syndicat abertzale en iparral-

de... Cela n'avait pas débouché sur une réalisation concrète.

Par contre, quelques années plus tard, c'est à l'occasion d'un plan social sans licenciement que j'ai eu comme déléguée du personnel de nombreuses demandes de mes collègues pour savoir comment on pouvait faire entrer un syndicat dans l'entreprise. Après de nombreuses réunions entre collègues et assemblées des salarié(e)s où participaient près de 50 personnes sur les 140 employé(e)s... la décision d'adhérer à la CFDT a été prise de façon collective. Ce syndicat, correspondant à la volonté de la majorité du personnel, a été choisi suite à un sondage. Il avait les caractéristiques principales assumables par la majorité et étais connu pour la défense des valeurs de solidarité et d'émancipation.

Quant à moi, j'ai tout de suite trouvé les avantages qui me faisaient défaut en tant que sans étiquette et une autonomie au niveau local qui me permettait d'assumer en tant qu'abertzale mes divergences avec certaines décisions "nationales".

Une fois syndiquée, j'ai tout de suite pu avoir le soutien juridique nécessaire pour mieux faire mon travail de délégué du personnel. Ainsi j'ai profité de l'expérience et de la force du réseau syndical. En tant qu'individu, comme tous les autres collègues j'ai aussi bénéficié de toutes ces formations qui ont grandement contribué à notre émancipation.

Enfin, grâce à mon militantisme syndical les collègues savent que les causes que je défends sont toujours en faveur de plus de justice. Et d'autre part, la communication et l'échange permanents que j'ai maintenus dans les différentes mobilisations syndicales font que de nos jours beaucoup plus d'a priori positifs sont reliés à mon engagement abertzale qu'avant.

Tout cela me permet d'envisager de façon naturelle, la relance, dès novembre, de la campagne Batera au sein de l'entreprise pour aller chercher les dernières signatures manquantes !

□

Politique et planification linguistiques

Quelques concepts

La Politique linguistique consiste en détermination des grands choix en matière des rapports entre les langues et la société.

Il s'agit d'un ensemble complexe de réalités de tous ordres, de gestion de ces réalités et d'action : lorsqu'on élabore une politique linguistique, on vise donc à intervenir sur une langue ou sur les langues utilisées dans un certain pays ou région. Il peut s'agir soit de fixer l'écriture d'une langue donnée et/ou d'en élargir le lexique, soit de promouvoir telle langue au détriment des autres ou, au contraire, de lui retirer son statut de langue dominante, ou encore de faire respecter un équilibre entre les langues en présence.

Divers qualificatifs peuvent donc être attribués à une politique linguistique.

Une politique linguistique peut être *sectorielle* (en se limitant à certains domaines d'usage spécifique de la langue concernée : présence organisée dans l'éducation par exemple, mais pas

dans les médias) ; une politique linguistique peut être de *bilinguisme officiel*, le statut de chaque langue étant basé sur les droits personnels (sans limitation de territoire ; cas irlandais par exemple) ou les droits territoriaux (Belgique, Suisse) ; une politique peut être d'*assimilation* ou de *non-intervention*...



"Hizkuntza politika batek, hizkuntza eta jendartearen arteko harremani buruz hautu haundiak finkatzen ditu. Hizkuntza plangintzak edo kudeaketak hizkuntza politikaren neurri konkretuak biltzen ditu."

Une politique linguistique peut donc être *implicite* ou avoir une *fonction symbolique*.

Ce qui permet de qualifier une politique linguistique, ce sont les mesures

concrètes qui sont associées à la mise en place de cette politique. Le terme *planification linguistique* (ou *aménagement*) définit cette mise en place pratique et donc l'ensemble des mesures prises en faveur d'une langue (indépendamment de son statut juridique). Diverses appellations synonymes sont utilisées selon les territoires (le terme d'origine étant anglais "*language planning*") :

√ les Québécois utilisent plutôt le terme d'*aménagement linguistique* ; ce terme ayant l'avantage de sous-entendre une approche sociolinguistique de la question linguistique,

√ les Catalans utilisent le terme de *normalisation linguistique* au sens de "rendre normal",

√ les sociolinguistes français utilisant le terme de *glottopolitique* qu'ils définissent comme "toute action de l'interaction langagière où intervient la société" □

Pour plus de détails, consulter : www.tlfg.ulaval.ca/axl/index.shtml

L'Agenda de la Fondation

CYCLE DE FORMATION :

Sartzeaz geroztik, Manu Robles-Arangiz Fundazioak hitzaldi, formakuntza ikastaldi, etab.-ak berriz hasi ditu.

Ikasturte berri hau datorren uztaila arte antolatua da.

Informatzio gehiago nahi dutenek jada programatuak eta proposatuak diren ikastaldiei buruz, ondorengo helbide elektronikora igortzen ahal dituzte beren galde eta oharrak :

ipar@mrafundazioa.org

Hitzaldi, formakuntza eta ikastaldi guziak urrik dira. □

Cycle Histoire du Pays Basque

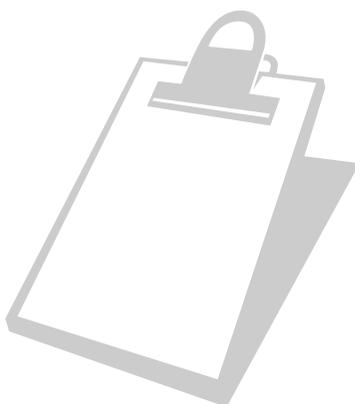
√ De la préhistoire à la fin de la romanisation : vendredi 7 décembre à 19h00

√ Le Royaume de Navarre : samedi 8 décembre à 14h30

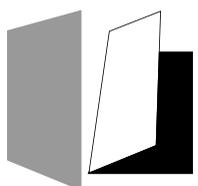
√ L'époque moderne : samedi 22 décembre à 10h00

√ L'époque contemporaine : samedi 22 décembre à 14h30

Sessions de deux à trois heures maximum, réservez les dates d'ores et déjà sur votre agenda. □



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua

20, Cordeliers karrika

64100 BAIONA

+ 33 (0)5 59 59 33 23

ipar@mrafundazioa.org

www.mrafundazioa.org

Zuzendaria

Fernando Iraeta

Ipar Euskal Herriko arduraduna

Txetx Etcheverry

Alda!ren koordinatzailea

Xabier Harlouchet



Lurrama, l'événement durable !

... à Alain Iriart,
maire abertzale de Hiriburu

ENBATA: Vous étiez déjà présent à l'inauguration de la première édition de Lurrama. Que vous inspire cette deuxième édition 2007?

Alain Iriart: Je suis très satisfait que l'association Lurrama et Laborantza Ganbara aient persévéré. Dans leurs discours, les représentants des collectivités territoriales ont souligné le travail en profondeur mené par le syndicat ELB, Laborantza Ganbara et l'association Lurrama. Au-delà de la rencontre entre les citoyens et les ruraux, ce sont des Basques qui vivent ici, sur un même territoire, des gens qui veulent que ce qui se fait autour de leur outil de travail, l'agriculture, soit mené dans un esprit de conservation de nos ressources et dans le sens de l'organisation de la société à laquelle nous sommes attachés.

Enb.: Pour le maire d'une commune autrefois agricole et à présent très urbanisée, que signifie l'attachement au monde rural en 2007?

A. I.: Pour Hiriburu, je rappellerais simplement un chiffre: nous n'avons plus que deux agriculteurs, un agriculteur et un maraîcher. Cette activité a complètement disparu de notre territoire, entraînant la disparition d'un certain nombre de valeurs qui sont en train d'être oubliées par les citoyens que

nous sommes devenus, dans un certain nombre de communes proches. Lurrama rappelle aux citoyens que le monde paysan est défendeur d'un certain environnement. Il montre aux gens qu'il y a aujourd'hui une volonté qui n'existait pas il y a dix ans de produire notre alimentation selon des méthodes



Alain Iriart

différentes. Il y a cette volonté de mettre en place des façons de travailler et de mettre en place des filières de production et de distribution autres qui permettent, dans le même temps, de durer économiquement. C'est tout cela que Lurrama traduit.

... à Béatrice Gendreau, vice-présidente du Conseil régional d'Aquitaine, chargée de l'agriculture

ENBATA: Lurrama est devenu un événement majeur ici en Pays Basque. Comment voyez-vous cette volonté marquée de lien entre monde rural et monde urbain?

Béatrice Gendreau: C'est mon premier rendez-vous avec Lurrama, mais les échos que j'en avais eus l'année dernière avaient été extraordinaires. Invitée cette année à représenter le président Rousset, je suis très heureuse d'être ici. Mais je ne suis pas surprise, connaissant très agréablement les Basques, leur convivialité et leur dynamisme. D'avoir fait ce matin le tour de Lurrama, où tous ces animaux, ces produits spécifiques sont présents, j'ai bien vu leur engagement en faveur des produits de qualité, des circuits courts. Le grand espace réservé à l'agriculture biologique qui est très importante en Pays Basque en témoigne. Je suis ravie d'être ici et j'espère que cette manifestation prendra dans les années futures une envergure encore plus grande.

Enb.: Vous n'ignorez pas que Laborantza Ganbara qui porte le projet Lurrama milite en faveur d'une Chambre d'agriculture spécifique du Pays Basque. Votre présence ici aujourd'hui est-elle un appui à cette dé-

marche?

B. G.: Je ne dirais pas que ma présence vaut caution à cette démarche, mais c'est vrai qu'aujourd'hui Laborantza Ganbara existe «entre parenthèses». Le travail qu'ils font est absolument remarquable. Je regrette que certains dossiers qui arrivent au Conseil régional ne puissent pas être validés simplement parce qu'ils sont portés par Laborantza Ganbara. Tant que le préfet n'aura pas reconnu cette association, le Conseil régional ne pourra pas valider les dossiers présentés.



Béatrice Gendreau

... et à Jacques Testard, biologiste, directeur de recherche à l'INSERM, «père» du premier bébé éprouvette, parrain de Lurrama 2007

ENBATA: Un biologiste connu et reconnu en faveur d'une agriculture soutenable non productiviste, n'y a-t-il pas contradiction?

Jacques Testard: On a tendance à



Jacques Testard

croire que la biologie se ramène à la génétique, au gène, à l'ADN et à tout ça. Pas du tout. Je suis biologiste, c'est-à-dire quelqu'un qui s'intéresse au vivant. J'ai fait des recherches sur le vivant, sur la procréation, mais absolument pas en génétique. J'ai d'ailleurs toujours dit que je ne voulais pas que mes recherches me mènent à ça. On trouve aussi des généticiens qui disent la même chose que moi. Il y en a très peu, comme Albert Jacquard ou mon ami Christian Vélot, mais il y en a. Pour répondre à votre question, l'agriculture de demain est une agriculture respectueuse du vivant et de la terre. Par exemple, j'ai vu parmi les animaux de Lurrama un cochon basque. Mais on sait pertinemment que le jambon de Bayonne est fabriqué avec des cochons du Poitou ou d'ailleurs. Il faut absolument promouvoir le cochon basque et obtenir une AOC pour un produit autochtone. C'est cela l'agriculture de demain.

Enb.: Nous sommes nombreux en

Pays Basque, et en particulier parmi ceux qui portent Laborantza Ganbara, à revendiquer la reconnaissance institutionnelle de notre territoire. Quel est votre point de vue sur cette question qui fait débat localement?

J. T.: Dans le monde moderne, on a, à la fois, une unification de tous les pays comme en Europe, et, dans le même

temps, une reconnaissance de la diversité. Je crois qu'il faut marcher sur les deux ensemble. Je trouve tout à fait normal que les Basques demandent une part d'autonomie à l'intérieur d'une grande région qui s'appelle l'Europe. Ça me paraît être une position d'avenir. Ma position est dans la logique de mon opposition au clonage et à l'uniformisation.



La tonte des moutons



Juan Carlos garant de l'unité nationale pour une Espagne qui ne lâche rien

La visite du roi d'Espagne aux deux enclaves de la côte africaine Ceuta et Melilla ravive une querelle diplomatique avec le Maroc, sur fond de royaumes uns et indivisibles. Le séjour de Juan Carlos a eu lieu dans une ambiance d'exaltation nationaliste frissant l'hystérie collective

C'ÉTAIT la dernière des 17 communautés autonomes que le roi n'avait pas encore officiellement visité durant son règne. Ce sera chose faite les 5 et 6 novembre. Les deux villes de 70.000 habitants chacune sont situées près de Gibraltar, sur le territoire du Maroc. Vivant essentiellement de contrebande de drogue et de trafics en tout genre, les deux enclaves n'ont aucun intérêt économique. Pas d'agriculture, aucune industrie, seulement du tertiaire, disent pudiquement les économistes distingués. L'Espagne exerce sa souveraineté sur Ceuta depuis 1580 et sur Melilla depuis 1496. Elles sont célèbres en Europe pour être un des points de passage essentiel des migrants clandestins provenant d'Afrique subsaharienne. Durant l'été 1936, la légion du général Franco basée au Sahara espagnol rejoignit la péninsule ibérique à partir de ces deux ports. L'intérêt de ces deux petits territoires est bien d'ordre stratégique. Comme le rocher de Gibraltar sous souveraineté britannique, l'endroit commande l'entrée de la Méditerranée.

Terres spoliées

Ce séjour fait des vagues. L'opinion publique marocaine, gouvernement et roi Mohammed VI en tête, s'insurgent



contre la visite officielle du monarque espagnol sur des «terres spoliées». L'alid Naciri, porte-parole du gouvernement marocain, affirme que «les lignes rouges relatives à l'intégrité territoriale du Maroc ne doivent pas être franchies. Nos amis espagnols doivent le comprendre». Des «amis» qui, rappelons-le, ont été à deux doigts de l'affrontement armé il y a quelques années, parce que le Maroc avait planté son drapeau sur l'îlot de Perejil, situé à deux pas de là et

seulement peuplé de quelques chèvres. Le roi du Maroc prend la visite de son homologue espagnol très au sérieux et rappelle pour consultations son ambassadeur à Madrid. Juan Carlos doit «renoncer» à son voyage, «une provocation grave», comme disent des députés marocains qui appellent à manifester. Pour le Premier ministre, cet anachronisme colonial ne peut plus durer et il propose des négociations bilatérales afin de déterminer un statut plus flexible des deux villes qui aboutirait à une évolution comme l'ont connue Hongkong ou Macao. Lorsqu'en septembre 1994, Ceuta et Melilla obtinrent leur propre statut d'autonomie et donc rentrèrent dans le droit commun espagnol, cela donna lieu à une offensive diplomatique marocaine pour obtenir de l'ONU la dévolution des deux cités.

L'espagnolité des deux villes

Le gouvernement espagnol ne veut rien entendre de tout cela. Angel Moratinos, ministre des Affaires étrangères, considère qu'il s'agit d'une «visite institutionnelle de politique intérieure». Sans rien lâcher sur les deux enclaves, il tente de tisser de bonnes relations avec Rabat en étant particulièrement compréhensif sur le dossier Sahraoui. L'ancienne colonie du Sahara espagnol qui est tom-

London la rétrocession du... rocher de Gibraltar. Mais de ces contradictions, les Espagnols n'en ont cure. Pour les conseillers de Juan Carlos, «l'espagnolité des deux villes ne fait pas l'ombre d'un doute» et le voyage officiel du roi, le premier en son genre sur ce territoire (1), reflète clairement que ces terres

Basques et Catalans. Ils la connaissent par cœur, tant cette soupe leur a été souvent servie sur fond de cliquetis militaires. Tout y est, la démocratie, le droit, la Constitution, l'histoire, l'hispanité éternelle, la stabilité politique, l'amour du peuple à l'égard de Juan Carlos et de sa femme...



Le couple royal lors de sa visite de l'enclave de Ceuta

«sont espagnoles et que ce n'est pas négociable». La présence royale revêt «une importance capitale du point de vue démocratique, politique, juridique et institutionnel», ajoute le parlementaire PP Gustavo de Aristegui, en charge du dossier des Affaires étrangères. Ces deux ports-francs sont essentiels «pour la stabilité de l'avenir démocratique du Maroc». Le roi d'Espagne joue son rôle «d'ambassadeur de manière particulièrement efficace et dans le respect le plus absolu de la Constitution». Madrid se permet de soutenir l'invraisemblable: un morceau du continent africain est sous la coupe de ce pays européen, véritable dérive du droit à la souveraineté. La superbe argumentation de l'Espagne laissera rêveurs

Un peuple dépourvu d'Etat et de territoire sur lequel exercer sa souveraineté ne dispose que de moyens dérisoires pour garantir son avenir. Mais un Etat-nation détient la souveraineté. Il peut même décréter que tel territoire lui appartient et personne ne parvient à le faire changer d'avis. Les faux naïfs qui soutiennent que souveraineté ou indépendance n'ont plus grand sens aujourd'hui verront là leur thèse désavouée. Même à l'heure de la mondialisation, ce sont bien là les seules parcelles de pouvoir qui permettent à un peuple d'être maître de son destin.

(1) En 1970, Juan Carlos et Sofia qui ne régnaient pas encore, s'y étaient rendus pour le cinquantième anniversaire de l'installation de la Légion étrangère à la caserne de Ceuta.



Une des manifestations marocaines contre la visite des monarques espagnols



Pour une meilleure complémentarité entre côte et intérieur

Hemen organise une journée de réflexion samedi 10 novembre

ACTEURS de la vie locale, élus locaux, responsables associatifs, syndicaux, politiques ou simples citoyens... beaucoup s'accordent à penser qu'un aménagement équilibré du territoire est synonyme de développement dynamique et sans exclusive: économique, social, culturel, ... Pourtant, malgré ce sentiment largement partagé, force est de constater que la tendance demeure inchangée. Ici comme ailleurs, l'activité attire l'activité, le Pays Basque Intérieur voit partir certaines de ses entreprises, ou quelques-uns de leurs services ou ateliers, pour une installation sur le BAB (Bayonne-Anglet-Biarritz) dans des conditions qu'aucune petite commune, prise isolément, ne peut offrir.

Ce phénomène de concentration est renforcé par la disparition progressive de services publics essentiels en milieu rural. Comment renverser cette tendance? Comment (re)poser durablement, dans les instances décisionnaires et de réflexion, la nécessité absolue du maintien, de l'évolution et du développement de l'activité en Pays Basque intérieur? Comment sensibiliser le plus largement possible à cette problématique? En d'autres termes, comment (re)poser la nécessité de la complémentarité et de la solidarité prévues par la loi sur l'aménagement et le développement durable du territoire, et qui a été intitulée «*réciprocité entre côte et Intérieur*» dans le projet du Conseil de développement du Pays Basque? Quels moyens imaginer et mettre en place pour que, au-delà des textes de lois et des discours, cette complémentarité et cette réciprocité se traduisent en réalisations concrètes beaucoup plus significatives que celles déjà initiées? Existe-t-il ailleurs des exemples de réussite dont on pourrait ici s'inspirer? Qu'en pensent les chefs d'entreprise et parmi eux, ceux installés en Pays Basque intérieur? Qu'en pen-

sent les décideurs politiques à tous les niveaux, les chambres consulaires, etc.? C'est pour réfléchir autour de ces questions et pour tenter de dessiner des pistes de propositions que l'association Hemen organise, avec le concours de chefs d'entreprises, d'universitaires et d'économistes, le samedi 10 novembre 2007, une journée thématique sur le thème: Pour une meilleure complémentarité et une véritable solidarité entre l'intérieur et le littoral du Pays Basque. Cette journée se déroulera à l'Auditorium de la CCI de Bayonne Pays Basque (l'après-midi en visio conférence avec la mairie de Maule). Réservez cette journée et venez participer au débat!



De g. à dr.: Pierre Mendiboure, président de Herrikoa, Jean-Luc Bessard, directeur du Greta et Jean-Louis Harignordoquy, directeur de Hemen lors de la conférence de présentation

Egunaren egitaraua / Programme de la journée

● **8H45-12h30:** Auditorium de la CCI de Bayonne. Interventions de:

- Xabier Itçaina (CNRS-Institut de Sciences Politiques de Bordeaux). Réflexion sur l'aménagement du territoire, l'identité territoriale, l'économie sociale et le développement local.
- Ramuntxo Camblong. Ingénieur. Le développement des vallées de l'intérieur du Gipuzkoa.
- Jean-Jacques Lasserre, Président du Conseil général.
- Alain Lamassoure, député européen et président du Conseil des élus du Pays Basque.

Table ronde (Modérateur: Ttotte Darguy). S'installer et se développer en Pays Basque intérieur: un pari?

Des chefs d'entreprise locaux: Maite Loyatho (Ferme Elizaldea, Gamarte), Xabi Oxandabaratz (PAGO 64-Gamarte), Fernand Perret (SCOOP Loreki - Itsasu), Michel Bergouignan (Irulegiko Sotoa), Patxi Noblia (Sokoa-Hendaia), Bernard Etchart (Irisarri), Stephen Lebot (Quiksilver Donibane

Lohizune).

Des responsables de banques:

Marie Françoise Paules (Caisse d'épargne des Pays de l'Adour), Christine Favriou (Crédit coopératif), Christian Pouyanne, Jean François Tambourin et Emmanuel Charriton (Crédit agricole)

- Débat avec le public

- Frédéric Larragnaga: présentation de l'initiative GFAM Lurra

● **12H30-14H:** Buffet préparé par la ferme Elizaldea (s'inscrire au 05-59.52.56.02).

● **14H-17H30:** en visio-conférence avec mairie de Maule, interventions de:

Chefs d'entreprises: Jacques Barreix (électricité générale Maule), André Berrogain (Emac-Bildoze), Beñat Elkegaray (Elkar-Maule), Dominique Aguegaray (fromagerie Azkorria-Muskildi)

Organismes économiques: Bernard Darretche (CCI et Conseil de dévelop-

pement), Bernard Cazala (Chambre de métiers).

Elus: Christine Bessonart (mairie de Senpere), Marie-Antoinette Etchebarren (Communauté de communes Garazi-Baigorri), Marcel Accoceberry (mairie de Lorraine), Pepela Mirande et Michel Arhancet (conseillers généraux de Soule), Battista Queheille (président de la Communauté de communes Xiberroa), Sauveur Bacho (mairie d'Arberatz), Jean-Michel Galant (conseiller général de Baigorri), François Maitia (vice-président du Conseil régional), Jean-Jacques Loustaudaudine (mairie de Donapaleu), Dr Jean Grenet, député-maire de Baiona, Didier Borotra (président de la CABAB, sénateur-maire de Biarritz), Alain Iriart (président de la Communauté de communes Nive-Adour), Vincent Bru (conseiller général, maire de Kanbo).

Débat avec le public.

Information et inscriptions: hemen@hemen-herrikoa.org

■ **Procès et prisons.** Fin octobre a eu lieu à Paris le procès de Maiana Mendiboure. Elle s'est présentée libre à l'audience. Mais le procureur a requis plus de quatre ans d'emprisonnement à son encontre, sans toutefois exiger le «*mandat de dépôt*», c'est-à-dire l'arrestation le jour du jugement. On devrait connaître la sentence avant la fin de ce mois.

Sous le coup d'une décision judiciaire lui imputant la revendication d'un attentat mortel d'ETA datant de 1978, l'Hen-dayais Andoni Celaya a été libéré le 31 octobre de la prison de Martutene (Gipuzkoa).

Les conditions carcérales sont dures pour les Basques. A Puerto-Santa-Maria, à l'extrême sud de l'Espagne, tous ont été placés dans le même module d'isolement où ils sont confinés 20 heures par jour. Parmi eux, le Cibouren

d'adoption Iñaki Bilbao, particulièrement puni. Depuis le 22 octobre, il poursuivait une grève de la faim qu'il a arrêté le 1^{er} novembre.

■ **Le Parlement basque soutient Batasuna.** Le Parlement de la Communauté autonome d'Euskadi a voté le 26 octobre une résolution exigeant la libération des dirigeants et membres de Batasuna récemment incarcérés, et dénonçant «*l'atteinte à l'inviolabilité parlementaire*» constituée par la perquisition du siège d'Esker Abertzalea à Donostia. Ce texte a été approuvé par le PNV, Ezker Abertzalea, EA, EB-Aralar. Ont voté contre les groupes PP et PSE. Les mêmes groupes auraient voté le 2 octobre une déclaration de soutien aux accusés du long procès 18/98, dit de «*la trame d'ETA*». S'étalant sur une année, il a été instruit «*contre les idées et les droits, par un tribunal spécial, contre des*

personnes et des entités auxquelles on dénie la liberté d'expression, le droit de réunion et d'organisation, la liberté idéologique et le droit de dissidence». Ce genre de dossiers se convertit en «*obstacle pour la paix et la normalisation*». D'où l'urgence de «*les classer sans suite*». Les 55 accusés vivent dans l'inquiétude depuis cinq mois, attendant le jugement de l'Audiencia nacional, où ils risquent chacun de 7 à 19 ans de prison, et des amendes dont le total se monte à plus de 50 millions d'euros.

■ **Extraditions.** Arrêté le 24 septembre lors de l'opération «*Ducasse*» lancée par les juges Le Vert et Houyvet, Urtzi Garcia a été remis le 25 octobre à la justice espagnole à Madrid, après procédure de Mandat d'arrêt européen (MAE). En même temps que lui, a été livré pour six mois le preso Iñaki Lizundia, en cours de peine sur le sol français.

La Cour d'appel de Pau a validé le 30 octobre le MAE contre Gorka Betolaza, autre victime du coup de filet «*Ducasse*».

■ **Borroka et répression.** Parmi les actes de kale borroka: le 27 octobre cocktail Molotov contre un distributeur de banque au quartier pamplonais de la Txantrea et incendie d'un conteneur de déchets près de la caserne de la garde civile d'Elizondo; le 28, attaque aux cocktails Molotov contre la gare de Zizurkil, et un incendie d'un autobus à Hernani.

Accusés de divers sabotages urbains ces dernières semaines, sept jeunes Donostiar ont été interpellés le 30 octobre à leurs domiciles de Saint-Sébastien, sur ordre du juge d'instruction de l'Audiencia nacional Fernando Grande-Marlaska. Cinq ont été incarcérés le 2 novembre.



Europar Itun berria

EUROPAKO demokrata guztiek kexu eta kezkatu izateko arrazoinak badituzte. Eta are kexuago eta kezkatuago, 2005ean Europar Itun konstituzionalaren kontra agertu zirenak. Alabainan, urriaren 18 eta 19an Europako 27 Estatuetak buruzagiek adostu duten itun berria, abenduaren 13an ofizialki izenpetuko dutena, Itun konstituzionalaren beste bertsio bat baizik ez da. Eta hori diote, ez soilik 2005ean erreferendumean ezetz bozkatu zutenek baizik eta Estatuetak buruzagi, analista politiko eta editorialista gehienek ere. Valery Giscard d'Estaing-nek adibidez zera dio: «funtzari buruz proposamenak berdintsu gelditzen dira nagusiki. Beste molde batez aurkeztuak dira, besterik ez». Eta gaineratzen du: «Europar gobernamentuak Itun konstituzionalaren aldaketa kosmetiko batzuei buruz ados jarri dira, errexiago onartua izan dadin». Dinamarkako lehen ministroak bere aldetik horrela esplikatzeko digu itun berria: «elementu sinbolokoak kenduak izan dira eta muina, benetan inportantzia duena, atxikia izan da». Baina zinismoaren gailurra jo du Belgikako atzeritar ministroak ondoko esaldiarekin: «Itun konstituzionalaren helburua irakurterexa izaitzea zen. Itun honen helburua aldiz irakurtezina izaitzea da. Konstituzioak argia izan nahi zuen. Itun berri hau iluna izan behar zen. Garaipe bat da».

Izan ere konstituzio hitza, himnoa eta bandera kenduak izan badira, arloz arlo azterturik, ageri da testu berri honetan Itun Konstituzionalaren berakatsak atxemaite direla.

Jakes Bortayrou

Instituzioetako ibilmoldeari begira podereen nahasketak jarraitzen du eta Parlamentuak ez du legeak egiteko inizatibarik. Europar Batasunaren exekutiboaren komisiok podere legegile eta judizialak baditu eta Parlamentuak komisioko kideak hautatu edo kanporatzeko eskubiderik ez du. Es-



«... nahitara testu korapilatsu, iluna eta irakurtezina adostu dute tarrapataka...»

tatuetakoko gobernu buruak biltzen dituen Kontseiluak berriz, erakunde legegilea da. Europar banku zentrala inongo kontrol demokratikotik kanpo gelditzen da eta bere helburu bakarra, prezioen egonkortasuna, Batasunaren helburua ere bihurtzen da. Konkurrentzia librearen helburuetarik desagertzen bada ere, funtsezko filosofia izaitzen jarraitzen du eta eredu neo-liberala hautu ekonomiko bakarra gelditzen da. Zerbitzu publikoak konkurrentziaren menpe ezarriak dira eta honen izenean maila goragoko berdintasun sozial eta fiskalak ukatuak dira. Funtsezko Eskubideen kartak ez du Europa mailako eskubide sozialik sortzen eta gainera bi herrialdek, Britainia Handia eta Polonia, eskubide horiek

aplikatzera behartua ez izaita lortu dute. Azkenik, Itun konstituzionalean xedatua zen bezalaxe, Europar Batasunaren defentsa amankomuna OTAN-en barnean kokatua da. Militarismoa ofizialki sustatua da bai eta atzerrian esku hartze militarrek ere, terrorismoaren kontrako borrokaren izenean. Oro har Itun konstituzionalari ezetz erraiteko arrazoinak berdinak dira gobernuak adostu duten itun berri honen kasuan.

Bainan funtzari buruzko arazo horiek aparte, metodoa da bereziki lotsagarria. Estatuetakoko buruzagiek nahitara testu korapilatsu, iluna eta irakurtezina adostu dute tarrapataka, europar herritarrei bizkar emanez. Beren asmoa da lehen bait lehen Estatuetakoko parlamentuetan testua berrestea, erreferendumean saihestuz eta frantses nahiz holandes herritarren hitza erabat mespretxatuz.

Hots egin dutena da hain zuzen Europak behar zuenaren kontrako: konstituzio sinple eta argia, asanblada demokratiko batek landua eta europar herritar guztiek erreferendumearen bitartez berresten ahaliko zutena. Baldintza horietan nola berpiztu herritarren konfiantzia europar instituzioetan eta Europarekiko atxikimendua?

Kexu eta kezkatu izaiteko arrazoinak ez dira falta. Bide honetatik segituz gero, gaurko munduko eronka nagusiei buru egiteko behar dugun Europa demokratikoa, soziala, ekologikoa eta Hegoko herriekin solidarioa ez da sekulan gauzatuko. Informatu eta mobilizatzeko garaia da, Estatu buruen jukuri lotsagarri hau salatzen eta gelditzen saiatzeko.

Sur votre agenda

Azaroa:

✓ **Du mercredi 7 au samedi 10, KANBO** (Orangerie d'Arnaga). 17^{me} Rencontres langues et cultures. Des délégations de diverses régions feront part de l'actualité culturelle et linguistique de leur territoire. Rens.: 05 59 93 74 32, 05 59 93 25 25.

✓ **Vendredi 9, 19h, ITSASU** (salle Sanoki). Soirée musicale organisée par Lurratak pour recueillir des fonds destinés à l'achat de terres agricoles par le GFAM Lurra.

✓ **Samedi 10, 16h, BIARRITZ** (Médiathèque). Chants souletins à cappella, avec Jean Bordaxar, Jean-Pierre Lura, Jean-Noël Pinque et Robert Larrandaburu.

✓ **Dimanche 11, 9h30, AZKAINE**. Marche de détente et de réflexion sur les prochaines municipales organisée par Ideki. Départ place de la Mairie.

✓ **Du lundi 12 au dimanche 18, AZKAINE**. «Mintza euskaraz! Bai Euskarari Azkainen». La mairie d'Ascain et Kontseilua organisent la semaine de l'euskara. Les Azkaindar sont invités à parler en basque partout dans la commune. **Jeudi 15, 20h30 à 23h**: la Gau eskola d'Ascain organise un cours du soir ouvert à tous les Azkaindar.

✓ **Samedi 17, 20h, BIARRITZ (Domaine de Françon)**. Mutxikoen gaua. Soirée de danses populaires basques avec le groupe Kokin. Réservations: 05 59 23 00 39 et 05 59 41 10 31.

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

● Succès de Lurrama 2007 4 et 9

● Journée de réflexion de Hemen 11

Cahier n°2 «Alda!» . . . quatre pages de 5 à 8



Le repas mijoté et servi par les grands chefs



Affluence record pour la deuxième édition de Lurrama